

Vol. 2, No. 1, avril 2026



REVUE LE
FROMAGER

Le Fromager

Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues
et Civilisations

Fréquence :

TRIMESTRIELLE

ISSN-L : 3079-8388

ISSN-P : 3079-837X

Editeur :

**UFR/Lettres et Langues de l'Université Alassane
Ouattara (Bouaké, Côte d'Ivoire)**

WWW.REVUEFROMAGER.NET

ADMINISTRATION ET RÉDACTION

Directeur de publication

DANHO Yayo Vincent
Maître de Conférences
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Secrétaire de la rédaction

KOUAMÉ Arsène

Web Master

KOUAKOU Kouadio Sanguen
Assistant, Ingénieur en informatique, Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)

Comité scientifique

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
BATCHANA Eshohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
GOMA-THETHET Roval, Maître de conférences, Université Marien N'Gouabi de Brazzaville
GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny
Klaus van EICKELS, Professeur titulaire, Université Otto-Friedrich de Bamberg (Allemagne)
KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro
LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'Gouabi de Brazzaville
NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I
N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'Gouabi de Brazzaville
SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly

SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

Comité de rédaction

ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny

DJAMALA Kouadio Alexandre Histoire, Assistant, Université Alassane Ouattara

EBA Axel Richard, Maître-Assistant, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara

KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara

KOUAME N’Founoum Parfait Sidoine, Maître-Assistant, Histoire, Université Peleforo Gon Coulibaly (Côte d’Ivoire)

KOUAMENAN Djro Bilestone Roméo, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara

KOUASSI Koffi Sylvain, Assistant, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara

MAWA-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

N’SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N’gouabi de Brazzaville

OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara

OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, philosophie, Université Alassane Ouattara, Bouaké, Côte d’Ivoire

Comité de lecture

ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

DEDE Jean Charles, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

DJAMALA Kouadio Alexandre, Assistant, Université Alassane Ouattara

EBA Axel Richard, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara

FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

GOMA-THEHET Roval, Maître de conférences, Université Marien N’Gouabi de Brazzaville

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou

KOUAME N’Founoum Parfait Sidoine, Maître-Assistant, Université Peleforo Gon Coulibaly

KOUASSI Koffi Sylvain, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara

MAWA -Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'Gouabi de Brazzaville

N'GUESSAN Konan Parfait, Maître-Assistant, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny

NGAMOUNTSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'Gouabi de Brazzaville

NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I

OZOUKOU Koudou François, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara, Bouaké

SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

POLITIQUE ÉDITORIALE

Le Fromager est une revue internationale qui fournit une plateforme aux scientifiques et aux chercheurs du monde entier pour la diffusion des connaissances en sciences humaines et sociales et domaines connexes. Les articles publiés sont en accès libre et, donc, accessibles à toute personne.

RECOMMANDATIONS AUX AUTEURS

Le Fromager n'accepte que des articles inédits et originaux en français ou en anglais. Les articles publiés n'engagent que leurs auteurs.

Le manuscrit est remis à deux rapporteurs au moins, choisis en fonction de leur compétence dans la discipline. Le secrétariat de rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le Comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai — d'autant plus long que l'article sera parvenu plus tôt au secrétariat pour remettre la version définitive de son texte.

Les auteurs sont invités à respecter les délais qui leur seront communiqués, sous peine de voir la publication de leurs travaux repoussée au numéro suivant.

1. Structure de l'article

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Fonction, Grade, Institution d'attache, Adresse électronique, Résumé en Français [200 mots maximum], Mots clés [5 mots maximum] ; Titre en Anglais, Abstract, Keywords ; Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche méthodologique), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Fonction, Grade, Institution d'attache, Adresse électronique, Résumé en Français [200 mots au plus], Mots clés [5 mots au plus] ; Titre en Anglais, Abstract, Keywords ; Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

2. Longueur de l'article

Quelle que soit la nature de l'article, sa longueur maximale, incluant aussi bien le texte principal que les résumés, les notes et la documentation, doit être comprise **entre 5000 et 8000 mots**.

3. Formats d'enregistrement et d'envoi

Tous les articles doivent nous parvenir obligatoirement en version numérique.

Texte numérique (Word et PDF)

3.1 Traitement de texte

La saisie de l'article doit être effectuée avec traitement de texte Word, obligatoirement en **police Garamond de taille 12, interligne simple (1)**.

La mise en forme (changement de corps, de caractères, normalisation des titres, etc.) est réalisée par l'équipe éditoriale de la revue. Les césures manuelles, le soulignement, le retrait d'alinéa ou de tabulation pour les paragraphes sont proscrits. Une ligne sera sautée pour différencier les paragraphes.

Pour la ponctuation, les normes sont les suivantes : un espace après (.) et (,) ; un espace avant et après (;), (:), (?), et (!). Les signes mathématiques (+, —, etc.) sont précédés et suivis d'un espace.

L'utilisation des guillemets français (« ») doit être privilégiée. Les guillemets anglais (" ") ne doivent apparaître qu'à l'intérieur de citations déjà entre guillemets.

Les chiffres incorporés dans le texte doivent être écrits en toutes lettres jusqu'au nombre cent. Au-delà, ils le seront sous forme de chiffres arabes (101, 102, 103...)

Les siècles doivent être indiqués en chiffres romains (I, II, III, IV, X, XX).

Les appels de note doivent se situer avant la ponctuation.

3.2. Le texte imprimé

Le texte comporte une marge de 2,5 cm sur les quatre bords. L'auteur peut faire apparaître directement les enrichissements typographiques ou avoir recours aux codes suivants : 1 trait : italiques 2 traits : capitales (majuscules) 1 trait ondulé : caractères gras. Le texte sera paginé.

4. Pagination

Le document est paginé de la page de titre aux références bibliographiques. Cette pagination sera continue sans bis, ter, etc.

5. Références bibliographiques

S'assurer que toutes les références bibliographiques indiquées dans le texte, et seulement celles-ci s'y trouvent. Elles doivent être présentées selon les normes suivantes :

5.1. Bibliographie

– Pour un ouvrage :

PICLIN Michel, 2017, *La notion de transcendance : son sens, son évolution*, Paris, Armand Colin.

– Pour un article de périodique :

IGUE Ogunsola, 2010, « Une nouvelle génération de leaders en Afrique : quels enjeux ? », *Revue internationale de politique de développement*, vol. 1, No. 2, p. 119-138.

– Pour un article dans un ouvrage :

ZARADER Marlène, 1981, « Être et Transcendance Chez Heidegger », in Martin KAPPLER (dir.), *Métaphysique et Morale*, Paris, L'Harmattan, p. x-y.

– Pour une thèse :

OLEH Kam, 2008, « Logiques paysannes, logiques des développeurs et stratégies participatives dans les projets de développements ; l'exemple du projet Bad-Ouest en Côte d'Ivoire », Thèse unique de doctorat, Institut d'Ethnologie, Université Cocody, Côte D'Ivoire.

5.2. Sources

– Pour les sources écrites :

Nom de la structure conservant le document (Centre d'archives), fonds, carton ou dossier, titre du document, année (exemple : GGAEF — 4 (1) D39 : Rapport annuel d'ensemble de la colonie du Gabon, en 1939).

– Pour les sources orales :

Nom(s) et prénom(s) de l'informateur, numéro d'ordre, date et lieu de l'entretien, sa qualité et sa profession, son âge et/ou sa date de naissance.

6. Références et notes

6.1. Appel de référence

Dans le texte, l'appel à la référence bibliographique se fait suivant la méthode du premier élément et de la date, entre parenthèses. En d'autres termes, les références des ouvrages et des articles doivent être placées à l'intérieur du texte en indiquant, entre parenthèses, le nom de l'auteur précédé de l'abréviation de son prénom, l'année et/ou la (les) page(s) consulté(es), suivis de deux points. Exemple : (A. Koffi, 2012 : 54-55).

Si plusieurs références existent dans la même année pour un même auteur, faire suivre la date de a, b, etc., tant dans l'appel que dans la bibliographie : (A. Koffi, 2012a).

À partir de trois auteurs, faire suivre le premier auteur de et *al.* : (K. Arnaud et *al.* 2010). Quand il est fait appel à plusieurs références distinctes, on séparera les différentes références par un point-virgule (;) : (E. Kedar, 1978, 1989 ; E. Zadi, 1990).

6.2. Références aux sources

Les références aux sources (orales ou imprimées) doivent être indiquées en note de bas de page selon une numérotation continue.

6.3. Notes de bas de page

Les explications ou autres développements explicitant le texte doivent être placés en notes de bas de page correspondante (sous la forme : 1, 2, 3, etc.). Ces notes infra-paginales doivent être exceptionnelles et aussi brèves que possible.

6.4. Citations

Le texte peut comporter des citations. Celles-ci doivent être mises en évidence à partir de lignes ; retrait gauche et droite en interligne simple, en italique et entre guillemets.

– Les **citations courtes** (1, 2 ou 3 lignes) doivent être entre guillemets français à l'intérieur des paragraphes en police 12, interligne simple.

– Les **citations longues** (4 lignes et plus) doivent être sans guillemets et hors texte, avec un retrait de 1 cm à gauche et interligne simple.

– Les **Crochets** : Mettre entre crochets [] les lettres ou les mots ajoutés ou changés dans une citation, de même que les points de suspension indiquant la coupure d'un passage [...].

7. Les documents non textuels

7.1 Illustrations

L'ensemble des illustrations, y compris les photographies, doit impérativement accompagner la première expédition de l'article. En plus de chaque original, l'auteur fournira une copie aux dimensions souhaitées pour la publication : pleine page, demi-page, sur une colonne, etc. Au dos seront portés le nom du ou des auteurs, le numéro de la figure, l'indication du haut de l'illustration.

La justification maximale est de 120 mm de largeur sur 200 mm de hauteur pour une illustration pleine page. Les textes portés sur les illustrations seront en Garamond.

7.2 Dessins originaux

Ils seront soit tracés à l'encre de Chine, soit issus de traitement informatique imprimé dans de bonnes conditions. Dans ce dernier cas, on évitera les trames dessinées. Pour les objets lithiques, les croquis dits « schémas diacritiques » gagneront à être accompagnés des dessins traités en hachures valorisantes qui, eux, montrent la morphologie technique.

7.3 Documents photographiques

Les documents doivent être parfaitement nets, contrastés et être fournis sous forme de fichier numérique ; enregistrés pour « PC » (Photoshop ©/niveaux de gris 300 ppi ou bitmap 600 ppi/Tiff/taille de publication dans Illustrator © ou tout autre logiciel de dessin vectoriel/EPS/textes vectorisés).

7.4 Tableaux

La revue n'assure pas la composition des tableaux. Ils devront être remis sous forme de fichiers Acrobat © PDF (print/niveau de gris/taille de publication/300dpi) ou Illustrator © (EPS/niveau de gris/taille de publication/300dpi), respectant la justification et la mise en pages de la revue. Privilégier les fontes Garamond.

7.5 Échelles

Aussi souvent que possible, la représentation grandeur nature sera recherchée. Lorsque la réduction s'impose, l'auteur aura soin de prévoir une échelle de réduction constante pour une même catégorie de vestiges. Pour chaque carte ou plan, l'auteur donnera une échelle graphique, ainsi que la direction du Nord. Pour les objets dessinés ou photographiés, une échelle, si possible constante, accompagnera chaque pièce ou ensemble de pièces.

7.6 Titres des illustrations, photos et tableaux

Toutes les illustrations, toutes les photos et tous les tableaux doivent avoir des titres. Ces titres sont obligatoirement placés en dessous des illustrations, des photos ou des tableaux.

7.7 Légendes

L'auteur accordera un soin particulier à la qualité des légendes. Les illustrations, les photos, les tableaux et leurs légendes constituent souvent le premier contact du lecteur avec l'article. Les légendes doivent être placées en dessous des titres.

7.8 Appels des illustrations, photos et tableaux

Dans le texte, l'auteur doit obligatoirement indiquer l'appel aux illustrations, photos ou tableaux. Cet appel doit être en chiffres arabes : (fig. 1), (tabl. 2), (pl. 3 - fig. 4), etc.

Site internet de LE FROMAGER : <https://revuefromager.net/>
L'équipe éditoriale

SOMMAIRE

N'Zué Koffi Arsène GNA

Analyse comparative des facteurs socio-économiques influençant les parcours thérapeutiques des réfugiées centrafricaines et communautés hôtes congolaises 9-30

Fidèle Wendegouidi OUEDRAOGO

Compétition et représentativité culturelle à la Semaine Nationale de la Culture au Burkina Faso 31-47

Mlan Kouakou Pierre ANZIAN

Entre tradition ancestrale et modernité numérique : l'écartèlement identitaire du chrétien Agni moronou 48-65

Innocent Atehghang AFUHINGHANG

The grievances theory versus transnationalism and the Cameroon anglophone question: from 1961 to 2017 66-84

Sasso Sidonie Calice YAPI, Noël Jean Charles Abel YAPO

Médias Sociaux et Construction Identitaire des Étudiants à l'Université Virtuelle de Côte d'Ivoire : Entre Socialisation Numérique et Stress Académique 85-97

Bodji Georges Duvalier N'DRÉ, Nibé Dramane SILUÉ, Gahoun Brice Aubain GBODJÉ

Construction identitaire et médiatisation de la fête de Pâques par SOLIBRA 98-111

Soumaïla MARE

État, entre collaboration, concurrence et recentralisation : repenser la gouvernance de la culture et du tourisme au Burkina Faso 112-124

Adoté Akué AKPABIE

Précarités socioéconomiques et culturelles, stratégies politiques et déficit de consolidation démocratique au Togo 125-146

Sidiki COULIBALY, Lassana NASSOKO

La réception de la poésie française dans l'enseignement secondaire au Mali 147-158

Bi Naga Landry BOTTY

Nos sociétés contemporaines à l'épreuve des technologies émergentes : la révolution numérique, une nouvelle ère 159-170

Dié Octave MANIGA

Les transports collectifs urbains à Abidjan face aux effets de la crise socio-politique de 2002 171-183

Boubacar Bamba KEITA, Lassana TOURE, Sékou Amadou TRAORE, Brehima KEITA

Modélisation et prévision des tendances des dépenses de santé au Mali (2008–2022) à partir des séries temporelles 184-199

Michel EONE, Nicéphore Assoua ELAT, Jean Marie Obourou EBERE

Revivre de *Maât* : une solution africaine aux crises frontalières et migratoires entre le Cameroun et la Guinée Équatoriale (1968-2020) 200-217

Faustin GUEI, Philbert Kouadio KONAN, Karidia DIOMANDE, Jean-Aimée Assué YAO

Gestion des déchets solides, indicateurs environnementaux et risques sanitaires dans la ville de Bondoukou 218-234

Privat Sylvain BADELO, Guy Éric Anicet Quassy KOUAKOU

Pratiques agricoles des cotonculteurs et durabilité agroécologique dans le département de Korhogo 235-246

- MITAN, NGUEABAYE, NOUMBISSIE, FONKOUA**
Rôle des entrepreneurs tchadiens dans l'offre éducative : acteurs, stratégies et enjeux pour la gouvernance du système éducatif 247-265
- GANAME, KOUDOUGOU, OUEDRAOGO,**
Accès au foncier rural des femmes Mossé dans la province du Zoundwéogo région du Nazinon au Burkina Faso : entre normes sociales et réalités socio-économiques 266-284
- Rebecca Paule Jacqueline DO**
Conditions de détention et ses conséquences sur les détenus au pôle pénitentiaire d'Abidjan (PPA) 285-299
- Alfred Romuald GAMBOU, Yvette BAKINGU BAKIBANGOU**
L'éthique enseignante et les enjeux de la compréhension des ontologies plurielles des cultures 300-313
- Kouakou Daniel KOUAME, Kpassigué Gilbert KONE**
L'Église Confessante dans l'Allemagne Nazie : analyse historique et éthique d'une confrontation entre totalitarisme et conscience chrétienne 314-328
- Narcisse Rostand MIAFO YANOU**
Gouvernance militaire au Mali, au Burkina-Faso et au Niger et sens du présent 329-344
- Ibrahim POUNTOUGNIGNI**
L'hétérogénéité langagière comme facteur de la variation linguistique dans la francophonie négro-africaine : le cas de *Le fils-de-la-femme-mâle* de Maurice Bandaman et *La vie et demie* de Sony Labou Tansi 345-360
- Armel-Valéry TOGBO, Zana Moussa OUATTARA**
La démocratie à l'épreuve de la souveraineté : universalisme, particularisme et légitimation du pouvoir dans le discours politique de Teodoro Obiang Nguema 361-372
- Konan Chekinaël KONAN, Tinindia Kariatou YÉO**
La crise contemporaine des droits humains à l'épreuve de la responsabilité éthique : analyse philosophique d'Emmanuel Levinas 373-385
- Théodore HONBA**
La question de l'être comme urgence dans la philosophie contemporaine 386-397
- Nadine Carole NGON**
Mémoire, héritage et résistance culturelle bantou au Brésil 398-409
- Yao Célestin KOUAKOU**
La citation dans *quand on refuse, on dit non*, d'Ahmadou Kourouma : entre citation d'autorité et citation référentielle, un artifice pour une appropriation discursive 410-426
- Kobéna Fiéni Jean-Jacques KRA, Guikahué Daniel BISSOU**
De l'enclavement à l'attractivité : repenser le développement touristique du district du Zanzan par une approche systémique 427-442
- Yao Dieudonne KOUASSI, N'dri Yann Cedric KOUADIO, Yves Ayereby AYEREBY**
Analyse des impacts environnementaux de la dynamique récente du climat dans le département d'Adiako 443-458
- Abras Rahama HAMIDE**
Alphabétisation fonctionnelle et réinsertion socioprofessionnelle des femmes en situation de prostitution dans la ville de N'Djamena 459-478

Précarités socioéconomiques et culturelles, stratégies politiques et déficit de consolidation démocratique au Togo

Adoté Akué AKPABIE

Sociologie politique
Université de Lomé
levycarlos2@yahoo.fr

Résumé

Depuis 1990, aucune alternance au pouvoir au Togo. Ce pays figure parmi les pays à faible niveau de liberté politique et son score global de viabilité démocratique se situe en dessous de la norme jugée satisfaisante, donnant lieu à un déficit d'enracinement de la démocratie. Dans la recherche des déterminants de ce déficit, le contexte économique et culturel des populations est mobilisé en sociologie politique. Tandis que plusieurs États africains, placés dans des conjonctures similaires, affichent une consolidation démocratique manifeste, la présente recherche élucide les ressorts de la récession politique au Togo et met en exergue la responsabilité des élites politiques.

Sur la base de l'analyse documentaire et des statistiques récentes sur les vulnérabilités, la recherche révèle que les vulnérabilités socioéconomiques et culturelles favorisent le développement de pratiques clientélistes, de dons électoraux et de mobilisations personnalisées au Togo. Ainsi, ces vulnérabilités constituent des ressources pour la conservation du pouvoir. L'article conclut que là où les élites politiques mettent en avant l'exemplarité institutionnelle, la pédagogie civique et la contrainte de règles, la démocratie a de réelles chances de s'enraciner malgré la pauvreté. Inversement, lorsque les vulnérabilités sociales sont exploitées, le jeu démocratique est vidé de sa substance et reste formel.

Mots clés : précarités, socioéconomique, stratégie, démocratie, consolidation

Socio-economic and cultural precarity, political strategies abstract and the deficit in democratic consolidation in Togo

Abstract

Since 1990, there has been no change in government in Togo. The country ranks among those with a low level of political freedom, and its overall score for democratic sustainability falls below the threshold considered satisfactory, resulting in a deficit in the entrenchment of democracy. In seeking the determinants of this deficit, political sociology draws upon the economic and cultural context of the population. Whilst several African states, facing similar circumstances, display clear democratic consolidation, this research elucidates the causes of political stagnation in Togo and highlights the responsibility of the political elites.

Based on documentary analysis and recent statistics on vulnerabilities, the research reveals that socio-economic and cultural vulnerabilities foster the development of clientelist practices, electoral handouts and personalised mobilisation in Togo. Thus, these vulnerabilities serve as resources for the preservation of power. The article concludes that where political elites prioritise institutional exemplarity, civic education and the enforcement of rules, democracy has a real chance of taking root despite poverty. Conversely, when social vulnerabilities are exploited, the democratic process is stripped of its substance and remains merely formal.

Keywords : Precariousness, socio-economic, strategy, democracy, consolidation

Introduction

À partir de 1990, le Togo, comme nombre de pays africains s'est investi au retour de la démocratie, mettant fin à des décennies. Après le retour à la démocratie à partir de 1990, les pays africains ont particulièrement entamé le processus de consolidation dans un contexte, socioculturel et économique caractérisée par une précarité structurelle persistante qui impacte significativement différents leviers du champ politique. Le système politique togolais malgré les transitions institutionnelles entreprises depuis les années 1990 et l'organisation régulière d'élections disputées (D. Kokoroko, 2009) reste marqué par un déficit d'alternance, une forte asymétrie entre les acteurs politiques et une défiance persistante à l'égard des institutions démocraties. K. Natielse (2013 : 42), précise la définition d'une démocratie consolidée en ces termes :

La consolidation démocratique constitue la phase d'affermissement, d'enracinement, de renforcement et de stabilisation de la démocratie. Elle dépasse la conception électoraliste de la démocratie pour saisir le degré d'institutionnalisation des règles du jeu démocratique, les croyances et perceptions des acteurs du jeu politique, l'État de droit à travers l'obligation de rendre compte des gouvernants, leur soumission aux règles de droit et le respect des droits fondamentaux des citoyens. La consolidation démocratique dans cette variante implique également la question de l'alternance au sommet de l'État.

M. Gazibo et J. Jason (2004) définissent de leur côté 4 critères qu'il faut satisfaire pour répondre à une démocratie consolidée. Il s'agit notamment du :

- double turnover test ou test de la double alternance : une démocratie est consolidée lorsqu'elle a connu deux alternances au pouvoir à partir des premières élections libres. Même si un système peut être consolidé sans réaliser d'alternance pour des raisons présence d'un parti dominant ou d'une coalition de partis dominante au pouvoir à la suite d'élections sincères et transparentes K. Natielse (2013) ; au Togo, l'on ne peut parler de parti dominant, car depuis 1993, l'on note avec récurrence des élections contestées et contestables avec des institutions contestables (A. Akpabie, 2015).

- test générationnel ou de longévité : une démocratie est consolidée lorsqu'elle a fonctionné sur une vingtaine d'années et est passée par des élections régulières et libres même si elle n'a pas connu d'alternance. Pour ce critère, également, il convient de préciser que depuis 1993, le Togo a connu un électoralisme vide de sincérité (A. Akpabie, 2015).

- test de comportement : la démocratie est consolidée lorsque les valeurs démocratiques sont passées dans les mœurs et les attitudes des gens, donc quand elles ont pénétré les représentations populaires. Au Togo, ce critère ne peut être valable, car l'expérience démocratique réelle n'est pas effective depuis 1993, avec des pratiques politiques et électorales contestables et des populations incapables de distinguer les bonnes pratiques démocratiques (A. Akpabie, 2015).

- test des crises ou chocs substantiels : la démocratie est consolidée lorsqu'elle a subi des crises ou des chocs substantiels sans avoir succombé. Pour que ce critère soit valable pour le Togo, il faut qu'il fasse l'expérience de bonnes pratiques démocratiques depuis 1993 et d'alternance politique, ce qui n'est pas le cas.

Au regard de ces différents critères, l'on peut avancer que malgré les réformes constitutionnelles, la régularité des consultations électorales et l'existence d'un pluralisme partisan, qui attestent de l'adoption d'un cadre démocratique, il est observable que leur fonctionnement réel reste insuffisant, illustré par le déficit d'alternance au pouvoir, au point de conclure à un déficit d'enracinement de la démocratie.

Le déficit démocratique dans ce pays est aussi illustré par les indicateurs internationaux de démocratie, qui classe durablement le Togo parmi les régimes à faible niveau de liberté politique 30 ans après le retour à la démocratie. En matière de liberté, le Togo est considéré comme "non-libre" de façon continue depuis les années 2000 et est classé avec un score global de viabilité démocratique de 41/100 en 2025 (Freedom house, 2025). Freedom house (2025 : 1) donne un aperçu de la situation de la démocratie au Togo en ces termes :

Gnassingbé maintient son emprise notamment, grâce à un appareil sécuritaire dominé par son groupe ethnique, un découpage électoral biaisé qui avantage le parti au pouvoir, la cooptation des partis d'opposition et des modifications opportuniste du cadre constitutionnel et juridique. Les appels aux réformes lancés par l'opposition sont réprimés avec une extrême violence.

La situation non-satisfaisante de la démocratie au Togo est confirmée avec l'indice de démocratie libérale pour le Togo, qui demeure inférieure à la moyenne en Afrique de l'ouest (The Global economic.com, 2024). Cet indice est de 0,173 sur une échelle de 0 à 1, ce qui indique un niveau faible de la démocratie libérale au Togo. Comparé à l'indice de la démocratie électorale (0,355), l'on constate un écart significatif entre la tenue des élections et la jouissance effective des libertés politiques et civiques (The Global economic.com, 2024). Ces chiffres indiquent que la tenue réelle et régulière des élections ne garantit pas dans ce pays, la jouissance effective des libertés civiles et politiques, l'État de droit et l'expression des contre-pouvoirs. Cette perception est renforcée par les données de Afrobarometer (2014) qui dévoile une insatisfaction permanente des citoyens à l'égard du fonctionnement de la démocratie, malgré son fonctionnement formel, montrant un fossé entre adhésion au processus démocratique et confiance dans le système politique.

La compréhension de ce contexte de déficit de consolidation démocratique ne peut être obtenue dans l'abstraction des conditions matérielles d'existence de la plupart des Togolais et celle des pratiques politiques qui sont faits de cette vulnérabilité socioéconomique. Si ces contraintes sont le plus souvent sollicitées pour expliquer la faiblesse de l'engagement civique et la fragilité des

institutions démocratiques, elles sont plus rarement examinées comme des ressources politiques vivement exploitées par les leaders politiques. C'est pourquoi, il convient de préciser que la fragilité démocratique ne peut se réduire de façon mécanique à la pauvreté. C'est ainsi que J. F. Bayart (1989) trouve que cette fragilité peut cependant devenir une ressource stratégique pour les élites qui s'y connaissent.

Il est admis que dans un environnement de vulnérabilité sociale, les élites politiques sont censées incarner une alternative démocratique, proposer des projets fiables et contribuer à la construction d'institutions impartiales. Mais, l'expérience togolaise, montre que les vulnérabilités socioéconomiques sont sollicitées fréquemment comme des supports de conquête, de conservation ou de négociation du pouvoir, à travers des pratiques de corruption électorale, de manipulation symbolique et de distribution ciblée de ressources. P. Bourdieu (1980) trouve pour sa part que dans une perspective sociologique, la domination politique a pour ressort une combinaison de capitaux économiques, sociaux et symboliques, dont la distribution inégale est renforcée par la vulnérabilité matérielle.

À la lumière des différentes positions défendues par les chercheurs, la question fondamentale de cette recherche s'articule autour de la préoccupation suivante : dans quelle mesure les leaders politiques togolais mobilisent-ils les vulnérabilités socioéconomiques comme des ressources stratégiques de conquête et de conservation du pouvoir, et quels effets ces pratiques produisent-elles sur les dynamiques de consolidation démocratiques ? L'hypothèse centrale s'articule autour de l'argument selon lequel, dans la mesure où ces vulnérabilités sont socialement diffuses et durablement installées, elles sont davantage mobilisées par des acteurs politiques à travers des pratiques clientélistes, de corruption électorale et de manipulation des attentes sociales, entraînant de manière déterminante la reproduction des rapports de dépendance politique et l'affaiblissement des dynamiques de consolidation démocratique.

2. Méthodologie

L'analyse des interactions entre la précarité socioéconomique et pratiques politiques au Togo exige une approche méthodologique apte à saisir à la fois les contraintes structurelles et les logiques d'action des acteurs, qu'ils soient citoyens ou politiques. Dans ce contexte, cet article adopte l'analyse documentaire, combinant l'exploitation des données quantitatives fondamentalement issue des sources institutionnelles internationales et nationales. Ces données concernent notamment les statistiques de la Banque mondiale, l'INSEED, Afrobarometer, et l'UNESCO. Elles permettent d'offrir un cadre d'analyse donnant l'opportunité de relier les dimensions économiques et sociales aux enjeux de gouvernance et de participation citoyenne. Il

s'agit particulièrement de montrer à travers ces chiffres, comment ces indicateurs révèlent les comportements politiques observés sur le terrain.

Ces données ont été mises en perspective avec une enquête réalisée en 2014 dans le cadre de la thèse de doctorat de A. Akpabie (2015). Cette enquête a été conduite auprès d'un échantillon de citoyens Togolais, sélectionné selon de critères de diversification socioprofessionnelles, territoriales et générationnelle. Cette enquête visait à appréhender les représentations de la démocratie, les pratiques électorales, le rapport aux institutions politiques, les perceptions de l'opposition et de l'alternance politique au pouvoir. Les données issues de cette enquête offrent une image rapprochée des comportements politiques dans un contexte de précarité économique et culturel certain.

La présente recherche est aussi fondée sur l'exploitation de la littérature scientifique relative aux régimes politiques africains, à la démocratie électorale et aux stratégies des acteurs politiques. Cette démarche a pour atout de positionner les données empiriques dans un cadre théorique plus large et d'éviter une lecture des comportements politiques dans une posture strictement economiciste. Sur ce format, cette démarche méthodologique est loin, de considérer les citoyens comme de simples variables indépendantes, mais elle fait l'effort de déterminer les mécanismes par lesquels les élites politiques changent les vulnérabilités socioéconomiques en ressources de pouvoir. Par cette démarche méthodologique, il, est possible d'analyser la fragilité démocratique au Togo non comme une anomalie ou une déficience économique et culturelle, mais, comme une résultante d'interactions complexes entre structures socioéconomiques et pratiques politiques.

3. Cadre théorique de référence

Cette recherche repose sur les apports complémentaires de S. Stokes et al (2013), J. F. Bayart (1989), M. Bratton et N. Van de Walle (1997) et P. Bourdieu (1970, 1973, 1979, 1984, 2000).

S. Stockes (2013) montre que dans des contextes de vulnérabilité économiques, les citoyens ont tendance à opter pour une rationalité de survie. Dans ce contexte, les élites politiques privilégient dans leur intérêt des stratégies de distribution matérielle (argent, biens, services et promesses individualisées) à la place de la promotion de leurs programmes politiques généraux. Il en résulte que ces vulnérabilités économiques deviennent des armes stratégiques pour la conquête et la conservation du pouvoir. Cette théorie dans le cas togolais, révèle la place négligeable occupée par les programmes politiques et la priorité accordée aux dons électoraux sans douter de l'équilibre moraux des électeurs. Les analyses de P. Bourdieu (1970, 1973, 1979, 1984, 2000), sur la compétence politique et la domination symbolique, donnent l'opportunité d'intégrer la dimension culturelle. Le déficit d'instruction et de socialisation civique engendre une inégale distribution du

capital politique, qui limite la capacité des populations à maîtriser les enjeux abstraits de la démocratie représentative (programmes, responsabilité gouvernementale, etc.). Ces limites, constatées au niveau des citoyens, permettent aux élites politiques de disposer d'un avantage symbolique déterminant, il s'agit de celui qui donne le pouvoir d'imposer leur définition légitime de la démocratie, souvent réduite à la tenue d'élection ou à la stabilité, avec une marginalisation de l'alternance au pouvoir et la reddition des comptes. La vulnérabilité culturelle affaiblit les mécanismes de sanction, exposant les citoyens aux stratégies de manipulation.

J-F. Bayart (1989), indique que les acteurs politiques africains se trouvent dans une dynamique de logiques d'accumulation du pouvoir par la redistribution. D'après ses recherches, la précarité socioéconomique n'est pas un simple contexte défavorable à la démocratie, mais un élément central de la structuration du champ politique. Dans les sociétés où il existe l'insécurité économique, les populations sont socialisées à une conception instrumentale du politique, alors que les élites politiques considèrent la démocratie comme une ressource stratégique. De ce point de vue, le maintien de la démocratie réalise le consensus, mais elle est réinterprétée selon les intérêts de l'élite politique, conduisant à son déficit d'enracinement. Cette analyse est compatible au cas togolais en ce sens qu'elle permet de rendre compte de comment les leaders politiques, dans un environnement marqué par la pauvreté et l'informalité, transforment les ressources publiques, les promesses d'emploi ou les aides ponctuelles en instrument de conquête et de conservation du pouvoir. La précarité dans ce cadre n'est pas un simple handicap à surmonter, mais une ressource politique.

M. Bratton et N. Van de Walle (1997) montrent que dans des conditions socioéconomiques comparables, certains pays sont parvenus à un enracinement démocratique contrairement à d'autres qui prennent une option de régimes hybrides. Pour ces auteurs, ce contraste n'est pas déterminé seulement par les conditions sociales, mais par les choix stratégiques et normatifs des élites politiques. C'est pourquoi ces auteurs, estiment que lorsque les élites politiques adoptent la démocratie comme un système contraignant et non comme un instrument de légitimation, elles sont en capacité de compenser le handicap des vulnérabilités économiques et culturelle des citoyens et permettre une démocratie enracinée. Placées dans le contexte togolais, les vulnérabilités sociales constituent un handicap à l'enracinement de la démocratie, parce qu'elles sont mobilisées dans la promotion d'une démocratie de façade par les élites politiques.

3. Résultats et discussions

3.1. Aperçu de la vulnérabilité socioéconomique au Togo

Les indicateurs socioéconomiques révèlent que malgré quelques améliorations sectorielles, les conditions matérielles de vie de la majorité des Togolais restent caractérisées par une insécurité économique non-négligeable.

Tableau 1: Évolution de la pauvreté au Togo (2006-2021)

Année	Incidence de pauvreté nationale (%)
2006	61,5
2011	58,7
2015	55,1
2018-2019	45,5
2021	43,8

Source : ATOP, 2020 et Présidence de la République togolaise, 2024

Les différentes données inscrites dans le tableau n°1 montrent que le seuil national de la pauvreté monétaire nationale est passé de 61,5 % en 2006 à 43,8 % en 2021, soit une réduction significative malgré la persistance des défis structurels (ATOP, 2020). Cette incidence est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain au Togo selon l'INSEED (2020), le Ministère de la planification, du développement et de la coopération (2024) et le Ministère de la santé et de l'hygiène publique (2024). En 2018-2019, elle est de 26,5 % en zone urbaine et 24,6 % en 2021. En milieu rural, elle est de 58,8 % en 2018-2019 et 58,2 % en 2021 (INSEED 2020, Ministère de la planification, du développement et de la coopération 2024 et Ministère de la santé et de l'hygiène publique, 2024). La répartition de la pauvreté au Togo est aussi inégale, elle est beaucoup plus prépondérante au fur et à mesure où l'on s'éloigne de la capitale Lomé. La région des Savanes constitue l'épicentre de la pauvreté avec une incidence de 65,1 % en 2018-2019 et 64 % en 2021 (INSEED 2020, Ministère de la planification, du développement et de la coopération 2024 et Ministère de la santé et de l'hygiène publique, 2024).

Tableau 2: Évolution globale de la pauvreté au Togo entre 2018-2019 et 2021

Indicateur	2018-2019	2021
Pauvreté nationale	45,5	43,8
Pauvreté urbaine	26,5	24,6
Pauvreté rurale	58,8	58,2
Pauvreté Savanes	65,1	64
Pauvreté Grand-Lomé	22,3	20,1
Pauvreté Plateau	48,9	46,4
Pauvreté Maritime	54,1	51,1
Pauvreté Centrale	47,3	50,3
Pauvreté Kara	56,1	53,3
Grand Lomé	22,3	20,1

Source : INSEED 2020, Ministère de la planification, du développement et de la coopération (2024) ; Ministère de la santé et de l'hygiène publique (2024).

À côté de la pauvreté en général, un des facteurs déterminants de cette situation (chômage) semble s'améliorer. Ainsi, selon les données de la Banque mondiale relayée par Trendonify (2025) et celles de Worldscocard (2025), le taux officiel de chômage est passé d'environ 4,08 % en 1991 à 1,94 % en 2024, bien qu'il ait connu des points hauts temporaires, notamment en 2017 (3,74 %). La tendance générale est à la baisse avec une diminution progressive du chômage officiel au fil des années. Cette évolution doit être mesurée dans un contexte où l'emploi informel est dominant et où le chômage tel que défini par l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ne prend pas en compte le fait que de nombreux recrutés dans des activités informelles sont considérés comme employés, même s'ils n'ont pas accès à un emploi décent. L'évolution positive du taux de chômage occulte les défis profonds importants, notamment la faible création d'emplois décents pour les jeunes. Au Togo, le marché de l'emploi est caractérisé par une forte informalité et un sous-emploi significatif. Selon la BAD (2024 : 7), « Le taux de chômage est faible, mais le taux combiné du chômage et du sous-emploi reste élevé et sont plus répandus chez les jeunes et les femmes ».

L'enquête régionale intégrée sur l'emploi et le secteur informel (ERI-ESI) en 2017 indique qu'environ 87 % des emplois sont générés par le secteur informel (portail officiel de la République togolaise, 2019). Par ailleurs, les estimations de la Banque Africaine de Développement (BAD, 2016), montrent que le taux de sous-emploi global était d'environ 24,9 % en 2015 et 26,8 % en 2017. Ces données montrent la prépondérance des emplois de faible qualité et de revenus.

Il est observable à la lumière des statistiques susmentionnées que le chômage des jeunes est persistant de même que le sous-emploi, tandis que l'emploi informel continue d'occuper une proportion importante dans le secteur de l'emploi. Ces données occultent également les réels enjeux dans la constitution de ces données, qui semble satisfaisante, mais qui ne reflète pas l'amélioration des conditions de vie dans le quotidien des Togolais. D'ailleurs, 57 % des Togolais pensent que leur condition de vie est "assez ou très mauvaises" (Afrobarometer 2024). La pauvreté vécue modérée ou élevée atteint une proportion de 78 % des enquêtés en 2022 (Afrobarometer 2024). Cette situation marque une limite importante de l'autonomie économique des Togolais et les met dans une situation de dépendance vis-à-vis des ressources ponctuelles qui sont souvent promues par les acteurs politiques.

Dans ce contexte, les rapports des individus à la politique restent rarement adossés aux idéologies et aux programmes politiques offerts. Ils prennent dans cette dynamique, la forme de rapports pragmatique orientés vers l'accès à des ressources telles que les promesses d'emploi, la facilitation administrative, les aides financières et les promesses de réalisation d'infrastructures. De ce point de vue, l'on constate que la pauvreté ne provoque automatiquement pas de la contestation de la gouvernance, mais elle génère une rationalité politique axée sur la survie qui diminue la capacité des citoyens à des mobilisations collectives à cause de la fragmentation, résultant du renforcement des capacités des élites à négocier individuellement avec les citoyens. Cette vulnérabilité économique réduit également les capacités des citoyens à sanctionner durablement les gouvernants (J. S. Migdal, 2001).

3.2 Responsabilité des leaders politiques et enracinement démocratique dans un contexte de précarité socioéconomique

Dans les contextes où les conditions sociales et éducatives sont favorables, les partis politiques peuvent ainsi contribuer à l'émergence d'une culture politique citoyenne fondée sur le pluralisme, la responsabilité et la compétition sur la base des programmes politiques. Cette fonction peut cependant se muer à son opposé dans des environnements caractérisés par une forte vulnérabilité socioéconomique et culturelle où exercent des partis et leurs leaders politiques. Dans cette situation, les acteurs politiques jouent un rôle ambivalent, leur conférant le pouvoir de structurer la démocratie ou de la fragiliser. C'est pourquoi M. Bratton et N. Van de Walle (1997) trouvent que dans les démocraties africaines issues des transitions inachevées, les partis politiques tendent souvent à prioriser des stratégies de mobilisation identitaire et clientélaire au détriment de la formation civique. Dans ce format, la rareté des ressources économiques et la faiblesse de la socialisation politique transforment la compétition partisane en une lutte pour l'accès à des réseaux de redistribution au lieu d'une confrontation des programmes politiques.

Bien que les données quantitatives nationales ne mesurent pas directement la réception d'argent ou de biens en échange du vote, pour la simple raison que cela à un caractère sensible et socialement risqué de faire cette révélation, plusieurs travaux et analyses de terrain attestent l'existence de cette pratique. Il est fait état de la distribution ciblée de liquidités, de denrées alimentaires, de promesse d'assistance matérielle à destination de groupes socialement vulnérables, en particulier dans les zones rurales et périurbaines. Les données de terrain collectées par A. Akpabie (2015), apportent la lumière sur le fait que la vulnérabilité économique est incorporée dans les pratiques politiques, notamment lors des périodes électorales.

Tableau 3: acceptation de l'échange de vote contre une contrepartie matérielle

Réponses	Effectifs	%
Acceptation explicite	134	35,7
Acceptation conditionnelle	68	18,2
Refus	82	21,9
Indécis/ sans réponse	91	24,2

Source : A. Akpabie, 2015

Les données du tableau 5 montre qu'au total 53,9 % des enquêtés reconnaissent explicitement ou implicitement qu'ils pourront accepter l'échange de leur vote contre de l'argent ou des avantages matériels. L'Alternative (2024), trouve que parmi les corruptions en matière électorale, 43 % concernent des cadeaux ou de l'argent. Ce résultat significatif de corruption politique ne peut être interprété comme si les personnes enquêtées trouvaient ce comportement normal, mais doit être perçu comme une adaptation rationnelle à un contexte caractérisé par la vulnérabilité économique. Pour P. Bardhan et D. Mookherjee (2017), dans les contextes où une large fraction de l'électorat vit dans l'insécurité matérielle et le secteur informel, les politiques basées sur les programmes ont moins de valeur pour les électeurs. Ainsi, les politiciens trouvent plus opportun d'offrir des biens ou services conditionnés à un soutien électoral, donnant lieu à des régimes clientélistes stables. S. Stokes et al (2013), indiquent également que lorsque les programmes publics sont moins fiables ou les bénéfices incertains, les politiciens utilisent les réseaux de courtiers pour distribuer des ressources directes aux électeurs, créant ainsi un clientélisme organisé.

G. Napo cité par A. Magnétine et al. (2023 : 599) va dans le même sens lorsqu'il déclare : « Au Togo, les promesses ou la recherche de postes administratifs se matérialise par l'activisme des uns et des autres en période de campagne électorale ». C'est pourquoi, les électeurs vulnérables privilégient ces gains matériels immédiats plutôt que des idéaux détaillés dans les programmes

raffinés. Dans un tel environnement, tronquer le vote contre une récompense matérielle ponctuelle révèle moins une rupture avec la norme démocratique, mais comme une résilience dans un système politique considéré comme à faible capacité redistributif et peu protecteur des vulnérables. A. Magnétine et al. (2023 : 599) confirme cette résilience au Togo : « De plus, contrairement aux visions d'une culture démocratique, il faut souligner que c'est en fonction de ces dons que la grande majorité des électeurs togolais déposent leurs bulletins de vote dans l'urne le jour du scrutin.

Ces pratiques en matière électorale révèlent que la corruption électorale et échanges matériels sont intégrées dans le comportement politique, ce qui renforce les formes de mobilisation qui s'écartent des normes démocratiques. Dahuku Péré, cité par Letogolais.com (2007 : 4) relevait la corruption des populations en vue des gains électoraux en 2007 en ces termes :

Contrairement au code électoral, cette élection a donné lieu à la plus vaste entreprise de corruption et d'achat des consciences aussi bien au niveau des responsables des structures électorales locales qu'à celui des populations. Au vu de toutes les irrégularités constatées, on avait le sentiment déplorable que c'était à dessein que les populations ont été affamées et appauvries pendant des années. Que Dieu nous pardonne.

Dahuku Péré, un acteur politique au Togo met donc l'accent sur le lien structurel existant entre la vulnérabilité des populations selon lui entretenue et son usage à des fins politiques. Letogolais.com (2007 : 5) donne une illustration des achats de conscience, qui surviennent lors des élections en vue d'obtenir les gains électoraux :

Un président d'un vote proche de l'Alliance a été invité, la veille du scrutin, à une rencontre avec une délégation de la CELI chez le chef de village. Vers 23 heures, c'est plutôt une délégation de 04 membres du RPT composée du chef d'antenne du 7ème FED de la préfecture et son adjoint M. ADOM Grandos et un certain Philips qui arrive. [...]. Ils sont là pour leur demander d'appuyer le RPT et son président, eu égard aux différents changements qu'ils opèrent dans le pays. Ils leur demandent de tout faire pour donner au RPT plus de 95 % de voix afin de lui permettre de remporter les trois (3) sièges dans la préfecture. Le chef d'antenne leur a tendu une somme de vingt mille francs CFA (20 000 FCFA) répartie comme suit :

- le Président du bureau de vote (BV) : 5000 F CFA,
- le Rapporteur du bureau de vote (BV) : 5000 F CFA
- les cinq (5) autres membres du BV : 2 000 F CFA chacun

[...]. Il a ajouté qu'ils auront leur récompense après la proclamation des résultats.

Un autre témoignage de Letogolais.com (2007 : 5) montre l'achat des cartes d'électeur auprès des électeurs sous le point de la pauvreté :

L'informatisation du fichier électoral avec délivrance de cartes d'électeurs sécurisées avec photo a donné lieu au contournement de cette mesure de sécurisation par une méthode de brigandage toute simple : l'achat des cartes d'électeurs. Elles se sont négociées jusqu'à 25 000 F CFA à Lomé, fief de l'opposition et à 4 000 F CFA dans le Nord du Togo où les populations, plus pauvres, voient de plus s'exercer sur elles des pressions leur enjoignant de ne pas se désolidariser de leurs « frères.

A. Magnétine et al. (2023), analyse dans les campagnes politiques au Togo, l'usage du don électoral dans le contexte de vulnérabilité socioéconomique pour des gains électoraux. Pour ces

auteurs, le don électoral constitue une générosité matérielle des candidats qui détermine le vote. Dans ce contexte, pour ces auteurs, l'argent, les denrées alimentaires, vêtements, gadgets, motos ou téléphones sont des composantes de cette générosité matérielle. Selon les mêmes auteurs, dans un contexte social marqué par la précarité socioéconomique, les électeurs offrent une priorité très souvent aux bénéficiaires immédiats, donnant lieu à une victoire assurée à condition d'avoir une capacité financière conséquente. A. Magnétine et al. (2023), mettent l'accent sur le clientélisme politique qui se manifeste aussi par la recherche active d'avantages administratifs et sociaux autour du parti au pouvoir. C'est donc une adaptation des citoyens aux stratégies des hommes politiques et une instrumentalisation des vulnérabilités sociales. Cette instrumentalisation est résumée comme suit :

Dans une société comme celle togolaise où la grande majorité des électeurs se préoccupe moins des véritables programmes de société des partis et des candidats, ces derniers s'accrochent plutôt aux dons matériels et il est clair que c'est vers le plus offrant que la victoire hissera sa pancarte. Dans cette optique, c'est la condition financière des partis qui détermine l'issue des compétitions électorales (A. Magnétine et al., 2023 : 599).

Les vulnérabilités socioéconomiques associées à celles culturelles sont un atout pour les manipulations politiques, engendrant un déficit démocratique.

3.3. La précarité culturelle, un déterminant du contrôle des représentations politiques et du déficit démocratique au Togo

Dans la tradition démocratique, les partis et leaders politiques occupent une place importante dans la structuration de la vie politique. Ces acteurs ne se limitent pas à des instruments de conquête et d'exercice de pouvoir à travers des élections régulières ; ils constituent également des espaces privilégiés de socialisation politique, de formation civique et de médiation entre les gouvernants et les gouvernés. Théoriquement, cette fonction socialisatrice a pour atout de permettre aux citoyens d'acquérir des compétences politiques essentielles. Ces compétences concernent la compréhension des règles du jeu démocratique, l'appropriation des normes institutionnelles, la capacité de contrôle et de sanction des dirigeants. La précarité culturelle entraîne au-delà de la dimension matérielle, des formes de manipulation symbolique, en limitant l'accès à l'information pluraliste et à l'éducation civique. Cette précarité intègre non seulement l'analphabétisme, mais aussi les capacités cognitives et sociales combinées et limitées qui influencent la compréhension des institutions, des lois, du fonctionnement administratif et politique dans un contexte démocratique. Selon l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages (Focus info, 2024), 70 % des personnes âgées de 15 ans, et plus sont alphabétisées à hauteur de 70 % au Togo.

La conséquence immédiate est que 30 % demeure analphabètes, ce qui constitue une limite à l'accès à l'information écrite, à la compréhension des lois, des communications institutionnelles, de la souveraineté du peuple, et de l'essence même de la participation politique dans un État démocratique. Cette situation est un obstacle cognitif à l'accès à l'information civique et politique. Selon la World Bank (2025), le taux brut de scolarisation dans le primaire est de 114 %. Celui du secondaire est de 63 % en 2023. Ce dernier taux d'inscription montre une déperdition progressive entre le primaire et le secondaire, facteur important de la pauvreté éducative. Dans le supérieur, il est de 15 % en 2020 (UNESCO, 2025). Sur le volet désagrégé, le taux brut de scolarisation dans le supérieur est de 11 % pour les femmes et 19 % pour les hommes (UNESCO, 2024). Ces données indiquent une observation d'une baisse significative des inscriptions à mesure que les élèves progressent vers les niveaux supérieurs. Les données du supérieur montrent qu'une minorité importante de citoyens bénéficie d'un niveau d'instruction potentiellement suffisant pour analyser en profondeur les mécanismes politiques, institutionnels et le fonctionnement démocratique. En général, ces données confirment les capacités limitées pour une large part des citoyens à participer pleinement à des débats politiques complexes, ce qui constitue profondément un élément significatif lorsqu'on analyse la vulnérabilité culturelle relative à l'enracinement démocratique.

Tableau 4: Répartition des enquêtes selon leur rapport aux textes fondamentaux et à l'opposition politique

Indicateurs	%
N'ont jamais consulté la constitution	91,5
Opposition jugée indispensable	22,2
Opposition jugée non indispensable	68,8

Source : A. Akpabie, 2015

Les données du tableau 3 montrent que 91,5 % des enquêtés n'ont jamais consulté la constitution de la République togolaise, 68,8 % des enquêtés trouvent que l'on peut se passer de l'opposition. La méconnaissance des normes institutionnelles engendre un terrain défavorable à l'opposition avec des lectures simplifiées et souvent biaisées de la démocratie. Dans cette dynamique, l'opposition est très souvent présentée comme une source de désordre et d'atteinte au vivre-ensemble, tandis que la stabilité relève du parti au pouvoir et est valorisée comme une condition préalable au développement du pays. Cette situation de précarité culturelle permet aux discours qui assimilent l'opposition comme un potentiel danger pour l'ensemble du pays, de trouver un écho favorable, parce qu'ils entrent en résonance avec la peur de l'instabilité dans un contexte de rareté des ressources.

Tableau 5: distribution des enquêtés selon qu'ils ont une fois lu le code électoral ou non

Réponses	Effectifs	%
Oui	11	2,9
Non	364	97,1
Total	375	100

Source : A. Akpabie, 2015

Le tableau 4 montre que 97,1 % des personnes enquêtées n'ont jamais lu le code électoral du Togo. Sur la base de ce déficit au niveau des populations togolaises, A. Akpabie (2015 : 280) déclare : « Il est alors remarquable à travers cette mesure de la culture politique au Togo que les principes de fonctionnement de la démocratie de même que son essence ne sont pas maîtrisés par la masse. Le niveau de culture politique de la masse dans le contexte démocratique est relativement bas ».

La précarité culturelle indiquée par le déficit de culture politique entraîne une domination politique qui dispose d'une dimension symbolique. P. Bourdieu (1980) éclaire sur cette dimension symbolique de cette domination politique lorsqu'il trouve que cette dernière est plus efficace au point d'imposer des catégories de perceptions du monde social, considérées comme normales pour ceux qui les subissent et surtout, lorsque le contexte de précarité socioéconomique réduit les capacités des populations à réaliser une distanciation critique. C'est pourquoi, les travaux en sociologie et en science politique indiquent que l'analphabétisme, le faible niveau d'éducation et le déficit de culture politique constituent des facteurs profonds qui favorisent l'instrumentalisation des citoyens par les élites politiques. L'enracinement de la démocratie est bien plus menacé lorsque ce contexte culturel est associé à des contextes de fortes précarités socioéconomiques. C'est dans cet ordre d'idée que S. Stokes (2005), prouvent que les pratiques de clientélisme et d'achat de voix sont particulièrement efficaces lorsque les électeurs disposent de moins d'informations politiques et de capacités limitées d'évaluation des programmes de sociétés, des discours et mots d'ordre des leaders politiques. Selon S. Stokes (2005), les électeurs qui ont un niveau d'éducation faible ont tendance à privilégier les gains matériels immédiats (argent, biens et services) plutôt que l'analyse des programmes politiques, ce qui favorise les stratégies clientélistes organisées par les leaders politiques.

R. Dahl (1989) disait déjà que la démocratie suppose non seulement la participation, mais surtout la compréhension éclairée des enjeux politiques, donnant les compétences de contrôle des dirigeants. La position de R. Dahl (1989) est pertinente en ce sens que lorsqu'il y a le déficit de cette compréhension, la participation politique cesse d'être un instrument d'évaluation objective pour

devenir une activité symbolique ou opportuniste. Cette vulnérabilité culturelle octroie un pouvoir non-négligeable aux élites politiques et intellectuelles, qui deviennent les principaux intermédiaires entre les institutions et les citoyens. La domination politique dans les États africains comme l'indique J. F. Bayart (1989), ne s'adosse pas uniquement sur la contrainte, mais aussi sur la capacité des élites à monopoliser les instruments de production du sens politique. Lorsque les populations ne disposent pas de ressources cognitives suffisantes pour interpréter de manière indépendante les discours, et les actes politiques, les élites peuvent transformer des aspirations démocratiques diffuses en instruments de légitimation de leur propre pouvoir. Dans l'environnement politique togolais, la responsabilité des élites est engagée d'autant plus que les acteurs fondamentaux de la socialisation politique en démocratie sont pris dans les rapports de dépendance et de contrôle. Pour plus d'efficacité, les médias constituent les supports de socialisation politique et qui aident à asseoir une domination cognitive sans présentant dans une dynamique de manipulation des citoyens, qui n'ont pas la capacité de distinguer les règles, principes, et les bonnes pratiques du jeu démocratique.

Les médias publics togolais fonctionnent majoritairement comme des relais de communication du gouvernement, qui accorde une visibilité quasi-exclusive aux activités du principal responsable de l'État et du parti au pouvoir A. Akpabie (2015). De ce fait, les médias publics sont perçus comme des instruments de propagande de l'État. Les médias privés quant à elle, bien que porteurs d'une information plus contradictoire, restent structurellement fragiles. Leur couverture géographique est largement limitée à Lomé et à quelques centres urbains, laissant une bonne partie du territoire, notamment celle des régions septentrionales et rurales sous l'influence presque uniquement des médias publics ou de radios locales peu politisées. Cette fragmentation médiatique renforce la précarité culturelle des populations de l'intérieur du pays, déjà affectées par l'analphabétisme et l'éloignement des centres de production de l'information. Ces populations, enfermées dans un espace informationnel contrôlé, sont plus vulnérables aux récits politiques univoques et aux stratégies de mobilisation clientélaire. Il en résulte une configuration paradoxale dans laquelle les partis politiques et les médias, au lieu de corriger les déficits de culture politique, participent à leur reproduction. Dans cet environnement culturel défavorable, les citoyens Togolais ont une socialisation du jeu démocratique selon les élites politiques. La démocratie en ce qui concerne ses principes et pratiques devient relative et dépend de ce que veulent véhiculer les élites politiques selon leurs intérêts.

En 2024, le Togo passe à la Cinquième République qui modifie profondément la structure politique du Togo. Le président du Conseil selon la nouvelle constitution détient les pouvoirs importants, tandis que le président de la République est réduit à un rôle honorifique. La communication du camp présidentiel à l'endroit des citoyens est que cette réforme est bien légale

et est un grand pas vers une gouvernance plus participative. Selon le camp présidentiel, la nouvelle constitution intègre de nouvelles institutions de l'État, redéfinissant les responsabilités exécutives et législatives, dans le but d'être en adéquation avec une démocratie parlementaire. Pour le camp présidentiel, les nouvelles dispositions ont une vocation structurante et modernisent le système politique togolais, et donc, les populations devraient s'en réjouir. Dans le camp de l'opposition, ce changement constitutionnel est un coup d'État et illégitime. Eric Dupuy, une figure politique au Togo cité par Africanews (2024 : 1) déclare à cet effet : « Nous savons que la lutte sera la longue et difficile, mais avec le peuple togolais, nous ferons tout notre possible pour empêcher ce coup d'État constitutionnel ». Selon la même source, Zeus Ajavon, un acteur politique Togolais, estime que ce changement constitutionnel est illégal parce qu'il a été opéré par des députés dont le mandat a expiré, c'est pourquoi il déclare que : « Le pouvoir de réviser la constitution lui est conféré durant son mandat » (Africanews, 2024 : 1). Kako Nubukpo, relayé par Actu Cameroun (2024 : 1) déclare à la suite de Zeus Ajavon ce qui suit : « Faire voter aujourd'hui une modification de la loi fondamentale par des députés dont le mandat est expiré, revient à assumer le choix de la promotion d'intérêts privés et de la confiscation du pouvoir au détriment du bien commun et de l'intérêt général ».

Ces positions contradictoires sur le changement constitutionnel intervenu en 2024 montrent que la démocratie dans la pratique est relative. Cette révision de la constitution est pour le pouvoir une opportunité de modernisation politique et pour l'opposition, elle relève d'une illégalité odieuse pour la démocratie et relève d'une stratégie de conservation du pouvoir par la force. Cette disparité d'interprétation façonnée par les intérêts des élites politiques, contribue à une socialisation politique fragmentée où les citoyens reçoivent des messages contradictoires sur les principes démocratiques et incapables de faire la distinction nécessaire pour une réaction adéquate en faveur de l'enracinement démocratique, faute de ressources culturelles appropriées. A. Akpabie (2015 : 282) va dans le même sens lorsqu'il déclare :

Dans le cas africain, et compte tenu du taux d'alphabétisation relativement bas, le rôle des partis politiques dans l'acquisition de la culture politique citoyenne est déterminant. Ainsi, lorsque les partis politiques s'inscrivent uniquement dans le contexte de la conquête du pouvoir, la réalité culturelle et ses disparités géographiques deviennent des opportunités nuisibles à la démocratie. L'absence de culture politique citoyenne ne permet pas l'acquisition par les populations de la compétence nécessaire pour comprendre le débat politique et la position des leaders politiques surtout que le langage et les concepts politiques sont étrangers à l'Afrique traditionnelle. Le recours à l'interprétation et à la traduction est alors indispensable. Dans cette condition, les populations restent à la merci des manipulations diverses.

Cette condition réelle dans le jeu politique togolais, alimente le déficit démocratique. L'on peut comprendre que ce déficit n'est pas une fatalité inhérente aux seules conditions socio-économiques et culturelles précaires, mais dépend significativement de la qualité du leadership politique et de son

engagement envers les principes démocratiques dans cet environnement. Cette assertion est démontrée par le fait que dans de nombreux pays africains qui partagent les mêmes conditions socioéconomiques et culturelles des citoyens (pauvreté, faibles niveaux d'éducation), certains affichent un satisfecit en matière de pratiques démocratique, tandis que d'autres figurent parmi le groupe des pouvoirs autoritaires dans un contexte démocratique ou de recul démocratique. Le Ghana, la Zambie, le Cap-Vert, le Botswana, le Sénégal, le Liberia, malgré des défis socio-économiques et culturels comparables au Togo, connaissent des dynamiques démocratiques satisfaisantes, parce qu'ils ont connu sur une longue période, des leaders politiques, qui acceptent de renoncer au pouvoir après l'expiration de leur mandat constitutionnel et respectent par conséquent, les mécanismes de la démocratie relayés par la constitution et le principe de l'alternance au pouvoir.

Inversement, dans les autres pays où les leaders politiques instrumentalisent les institutions en leur profit et modifient les règles du jeu pour prolonger leur séjour au pouvoir, les leaders politiques jouent sur la vulnérabilité socioculturelle et économique des citoyens par le biais d'une socialisation politique subjective, qui génère une tolérance des citoyens et une délivrance d'un permis de se maintenir au pouvoir. Gilles Yabi, cité par *Journal du Niger.com* (2021 : 1) confirme l'importance du facteur culturel dans l'enracinement de la démocratie en Afrique lorsqu'il déclare : « Il faut investir dans les dimensions non-électorales de la démocratie. Il s'agit notamment de l'éducation civique, de la culture politique ». A. Niang (2025 : 5), précise la position de Gilles Yabi en ces termes :

Aucune démocratie ne peut véritablement prospérer sans citoyens conscients, instruits et responsables. Sur le continent africain, la fragilité des systèmes éducatifs et l'absence d'une formation civique solide constituent un obstacle majeur à l'enracinement démocratique. Une grande partie de la population demeure privée des outils intellectuels et moraux nécessaires pour comprendre le sens du vote, la valeur des institutions et l'étendue de ses devoirs civiques.

Il est justifié alors que le déficit démocratique au Togo est basé sur la qualité des élites politiques togolaises, favorisé par les vulnérabilités socioéconomiques et culturelles des citoyens. A. Akpabie (2015 : 83) confirme cette évidence lorsqu'il déclare : « La panne du processus démocratique au Togo témoigne de la médiocrité de l'élite politique et intellectuelle plutôt intéressée par la manipulation des populations analphabètes pour les prébendes du pouvoir ».

R. Danioué (2001 : 243) apporte une contribution non-négligeable lorsqu'il déclare :

L'éducation politique s'avère nécessaire pour élever la morale et le débat dans l'ordre politique, elle est rendue possible par la connaissance de ses devoirs et de ses droits. Chacune des personnes qu'intéressent les règles du jeu a besoin de la toute-puissance des mots et les concepts politiques de l'État moderne. Tout le monde prononce ces mots et ces concepts dans une sorte de fiction politique comme si leur prononciation suffisait à appréhender leur objet : démocratie, multipartisme, liberté, droit de l'Homme, justice, égalité, etc. La difficile traduction de ces mots et concepts de l'État moderne par les langues nationales est très caractéristique de cette zone noire dans la culture politique

traditionnelle africaine plus portée vers le consensus social dans la diversité des opinions plutôt que dans la concurrence ou la compétition des opinions. C'est pourquoi, la manipulation de ces concepts par tous les ambitieux et les racoleurs de voix donne lieu un peu partout à des excentricités et à la bêtise humaine comme au Burundi, au Liberia, au Congo, en Sierra Léone et ailleurs.

R. Danioué (2001) par ces notes, montre que le rôle des élites politiques est d'autant plus déterminant dans l'enracinement de la démocratie, car les Africains sont prédisposés à ne pas maîtriser les codes de ce nouveau régime politique, du fait que ces sociétés sont beaucoup plus portées vers le consensus dans la diversité d'opinion, que vers la concurrence des programmes et des idées.

3.3. Discussion des résultats

Les données empiriques relatives à la pauvreté, au chômage et au sous-emploi des jeunes au Togo, ainsi que la prépondérance du secteur informel sont en adéquation avec les travaux de S. Stokes et al. (2013) et J. F. Bayart (1989) qui soutiennent que dans des contextes de vulnérabilités sociales, les citoyens évaluent l'action politique à l'aune de bénéfices immédiats plutôt que des choix basés sur les projets de société offerts par les élites politiques. La recherche a montré que dans des contextes de vulnérabilité sociale, les citoyens considèrent le jeu politique en démocratie comme une ressource conjoncturelle pour la survie. Conscientes de ce principe, les élites politiques au Togo adoptent des stratégies de distribution de biens, services et faveurs, jugées plus pertinentes que la compétition et la défense des programmes politiques, fondés sur l'intérêt général, qui seront tranchés aux urnes. Cette attitude met l'acteur politique au cœur de l'enracinement de la démocratie, en ce sens que leur qualité détermine la neutralisation des effets des vulnérabilités sociales. Ainsi, M. Bratton et N. Van de Walle (1997) soutiennent que la consolidation de la démocratie est plus l'œuvre de l'acceptation effective des normes démocratiques que des vulnérabilités sociales. C'est pourquoi, ces auteurs concluent que si certains régimes politiques en Afrique sont parvenus à un enracinement démocratique relatif malgré les contextes sociaux identiques, c'est grâce aux élites politiques qui jouent un rôle normatif exemplaire.

Les résultats montrent qu'au Togo, les vulnérabilités sociales constituent une opportunité de conservation et de conquête du pouvoir. Dans cet ordre d'idée, les élites politiques togolaises se présentent comme des entrepreneurs politiques, profitant de ces conditions sociales pour assouvir leurs intérêts. Cette pratique a pour incidence de favoriser le maintien de la démocratie dans une configuration formelle et faiblement intériorisée. Les résultats indiquent par ailleurs, qu'en-dehors de la dimension économique, il faut considérer l'importance significative de la vulnérabilité culturelle dans la structuration des rapports politiques. Il ressort de ces résultats que les niveaux élevés d'analphabétisme, la faible maîtrise des mécanismes institutionnels et la méconnaissance des droits politiques limitent la capacité des citoyens à analyser et à contester les discours des hommes

politiques, donnant un avantage aux élites politiques pour l'imposition d'une définition minimaliste et instrumentale de la démocratie. Cette réalité correspond aux travaux de P. Bourdieu (1970, 1973, 1979, 1984, 2000) qui réalise que le faible niveau de socialisation politique est un handicap pour les citoyens dans l'appropriation des principes démocratiques.

Pour cet auteur, la compétence politique et la capacité d'appropriation des enjeux démocratiques sont socialement inégalement distribuées, car elles dépendent du capital culturel et du processus de socialisation. Il ajoute que les citoyens qui sont moins dotés en ressources scolaires et culturelles sont plus éloignés du langage et des catégories du champ politique. Ainsi, selon P. Bourdieu et J.-C. Passeron (1970), le pouvoir s'exerce d'autant plus efficacement qu'il est considéré comme légitime et naturel par ceux qui le subissent. Les constats empiriques relèvent que les citoyens les plus exposés à la précarité culturelle sont aussi ceux qui ont le moins accès à une information politique pluraliste et intelligible. Cette asymétrie cognitive amplifie le fossé entre des élites maîtrisant les codes du champ politique et des populations contraintes à une réception fragmentée et souvent biaisée du débat public. De ce fait, les résultats montrent que le déficit culturel facilite la domination symbolique, qui rend socialement acceptable des pratiques politiques, qui annihilent les possibilités de l'enracinement démocratique au Togo.

Dans une considération générale, le cas togolais apporte une contribution importante à la littérature en indiquant que la pauvreté, la vulnérabilité culturelle ne sont pas de simples obstacles passifs à la démocratie, mais des ressources politiques activement intégrées aux stratégies de domination. Par conséquent, l'enracinement de la démocratie dans ces conditions de vulnérabilités sociales, dépend des élites politiques exemplaires ou non.

Conclusion

Cette recherche permet d'aller au-delà de la vision institutionnelle de la question de la consolidation démocratique en Afrique pour questionner les vulnérabilités sociales du Togo et la responsabilité des élites politiques. Les données statistiques exploitées montrent que les vulnérabilités socioéconomiques et culturelles persistent au Togo et constituent des enjeux indéniables à l'enracinement de la démocratie. Cette recherche révèle que le déficit d'enracinement de la démocratie au Togo n'est pas seulement l'œuvre des vulnérabilités économiques et culturelles de citoyens, car dans des conditions semblables, des pays africains affichent un satisfecit en matière de démocratie et sont cités en exemple. Ainsi, ces vulnérabilités agissent plutôt comme une opportunité au sein duquel les élites politiques déploient des stratégies de conquête et de conservation du pouvoir. L'analyse encadrée par les apports de J. F. Bayard (1989), M. Bratton et N. Van de Walle (1997), S. Stokes et al (2013) et P. Bourdieu (1970, 1973, 1979, 1984, 2000) met

en évidence au Togo, une démocratie formelle, faiblement intériorisée où les règles du jeu sont inspirées des intérêts des acteurs politiques dominants.

Cette situation transforme la participation politique en un instrument de survie ou une source de gratification immédiate, tandis que la socialisation politique et les principes démocratiques sont intériorisés de manière relative et contingente, suivant les intérêts des élites. Les situations telles que la faiblesse des revenus, le déficit d'emplois stables et rémunérateur, l'analphabétisme, les vulnérabilités constatées, donnant lieu à des situations de survie, constituent des ressources exploitées par les hommes politiques togolais dans leurs rapports avec les citoyens, dans la dynamique de la participation politique et de la conquête du pouvoir. C'est dans cette perspective, qu'à la lumière des faits observés, cette recherche révèle que le déficit d'enracinement de la démocratie au Togo est moins déterminé par les conditions socioéconomiques et culturelles défavorables des citoyens que par les pratiques politiques des élites, caractérisées par l'instrumentalisation des vulnérabilités sociales pour des fins personnelles. L'on peut conclure que l'enracinement de la démocratie est une résultante de la capacité des élites politiques à jouer le jeu démocratique, indépendamment des contraintes structurelles. Face au déficit d'un tel engagement, la démocratie à l'allure d'un régime politique conditionnelle et assujettie aux rapports de force des acteurs politiques en présence.

Références bibliographiques

ACTU CAMEROUN, 2024, « Togo : Kako Nubukpo tire sur Faure Gnassingbé et sa révision constitutionnelle », mis en ligne le 30 mars 2024, consulté le 25/01/2026. <https://actucameroun.com/2024/03/30/togo-leconomiste-kako-nubukpo-sinsurge-contre-la-revision-constitutionnelle/>?

AFRICANEWS 2024, « L'opposition togolaise rejette la réforme constitutionnelle et appelle à manifester », mis en ligne le 13/08/2024, consulté le 25/01/2026. <https://www.africanews.com/2024/03/28/togos-opposition-rejects-constitutional-reform-calls-for-protests/>?

AFROBAROMETER 2014, « 6e tour de l'enquête afro baromètre au Togo, 2014 », Centre de Recherche et de sondage d'opinion, consulté le 25/02/2026. https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/tog_r6_sor_fr.pdf

AFROBAROMETER 2024, « Les Togolais déplorent la situation économique du pays ainsi que leurs conditions de vie », mis en ligne le 17 avril 2024, consulté le 03/12/2026/. <https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2024/04/AD797-Les-Togolais-deplorent-la-situation-economique-du-pays-ainsi-que-leurs-conditions-de-vie-Afrobarometer-16april24.pdf>

AKPABIE Adoté Akué, 2015, « La construction de l'État démocratique en Afrique : analyse des entraves à l'enracinement de la démocratie au Togo », Thèse de doctorat unique, Université de Lomé.

ATOP, 2020, « Présentation des indicateurs issus de l'enquête EHCVM au Togo : le pays enregistre une baisse constante de la pauvreté depuis 2006 selon INSEED-Togo », mis en ligne le 30 octobre 2020, consulté le 03/02/2026. <https://atop.tg/presentation-des-indicateurs-issus-de-lenquete-ehcvm-au-togo-le-pays-enregistre-une-baisse-constante-de-la-pauvrete-depuis-2006-selon-inseed-togo/>

BAD, 2024, « Togo-revue à mi-parcours du document de stratégie pays 2021-2026 et performance du portefeuille pays 2023 », consulté le 04/02/2026.

https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/togo_revue_a_mi-parcours_du_document_de_strategie_pays_2021-

BAD, 2016, « Togo 2016-2020 country strategy Paper », consulté le 04/02/2026/. https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Togo_-_2016-2020_Country_Strategy_Paper.pdf

BARDHAN Pranab, MOOKHERJEE Dilip, 2017, « A Theory of Clientelistic Politics versus Programmatic Politics », *Working Paper*, University of California, Berkeley, p. 2-6.

BAYART Jean-François, 1989, *L'État en Afrique : la politique du ventre*, Paris, Fayard.

BOURDIEU Pierre et PASSERON Jean-Claude, 1970, *La reproduction. Éléments pour théorie du système d'enseignement*, Paris, Les Éditions de Minuit.

BOURDIEU Pierre, 1973, « L'opinion publique n'existe pas, les temps modernes », *Les temps modernes*, n° 318, p. 1292-1309.

BOURDIEU Pierre, 1979, *La distinction. Critique sociale du jugement*, Paris, Les Éditions de Minuit.

BOURDIEU Pierre, 1980, *Le sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit.

BOURDIEU Pierre, 1984, *Questions de sociologie*, Paris, Les Éditions de Minuit

BOURDIEU Pierre, 2000, *Propos sur le champ politique*, Lyon, presse Universitaire de Lyon.

BRATTON Michael, VAN DE WALLE Nicolas, 1997, *Democratic Experiments in Africa : Regime Transitions in Comparative Perspective*, Cambridge, Cambridge University Press.

DAHL Robert, 1989, *Democracy and its critics*, New haven, Yale university press.

DANIOUÉ Tamasse, 2001, « Socialisation politique et démocratie participative. Réflexion sur la contribution de la culture politique au développement de l'État démocratique en Afrique ». *Annales de l'Université de Lomé*, tome XXI-2.

FOCUS INFO 2024, « Le Togo dévoile ses avancées sociales et économiques », mis en ligne le 16 décembre 2024, consulté le 04/02/2026. https://focusinfos.tg/le-togo-devoile-ses-avancees-sociales-et-economiques/?utm_

FREEDOM HOUSE 2025, « Liberté dans le monde 2025 », consulté le 04/02/2026. <https://freedomhouse.org/country/togo/freedom-world/2025?>

GAZIBO Mamoudou et JENSON Jane, 2004, *Politique comparée : Fondements, enjeux et approches théoriques*, Montréal, les presses de l'Université de Montréal.

INSEED, 2020, « Présentation des chiffres de pauvreté issus de l'enquête RHCVM 2018-2019 », mis en ligne le 20 décembre 2020, consulté le 26/02/2026. <https://inseed.tg/presentation-des-chiffres-de-pauvrete-issus-de-lenquete-ehcvm-2018-2019/>

JOURNAL DU NIGER .COM, 2021, « "Afrique le déficit de culture démocratique" à l'origine des crises électorales », mis en ligne le 7 avril 2021, consulté le 25/01/2026. https://www.journalduniger.com/afrique-le-deficit-de-culture-democratique-a-lorigine-des-crisis-electorales-chercheur/?utm_source

KOKOROKO Dodzi, 2009, « Les élections disputées : réussites et échecs », *Pouvoirs*, p.115-125.

L'ALTERNATIVE, 2024, « Corruption au Togo : chiffres, conséquences », mis en ligne le 31 janvier 2024, consulté le 29/12/2025. <https://lalternative.info/2024/01/31/corruption-au-togo-chiffres-consequences/>

LETOGOLAIS, 2007, « Législatives 2007 au Togo : le mode d'emploi de la supercherie électorale », mis en ligne le 04 novembre 2007, consulté le 03/02/2026. https://www.letogolais.com/legislatives-2007-au-togo-le-mode-demploi-de-la-supercherie-electorale/?utm_

MAGNÉTINE Assindah ABOSSÉ Kékessi Kossi, et KILIM Kondo, 2023, « Analyse des mécanismes du financement des partis politiques au Togo », *Revue Échanges*, n° 020, p.586-603.

MIGDAL Joel Samuel, 2001, *State in Society*, Cambridge University Press.

MINISTÈRE DE PLANIFICATION, DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION, 2024, « Pauvreté multidimensionnelle au Togo 2018-2019 et 2021-2022 », mis en ligne en décembre 2024, consulté le 03/02/2026.

https://fr.scribd.com/document/861701460/RAPPORT-FINAL-IPM-IVM-INSEED-TG?utm_source

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE, 2024, *Annuaire statistique sanitaire année 2023*.

NATIELSE Koulega Julien, 2013, « Le Burkina-Faso depuis 1991, entre stabilité politique et illusionnisme démocratique », Thèse de doctorat, Sciences Po Bordeaux.

NIANG Amadou 2025, « La démocratie de l'Afrique subsaharienne entre héritage et désenchantement », mis en ligne le 16/11/2025/, consulté le 25/01/2026. <https://www.senepius.com/article/la-democratie-de-lafrique-subsaharienne-entre-heritage-et-desenchantement?>

PORTAIL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE, 2019, « 87,9% des emplois au Togo sont dans l'informel, mis en ligne le 14 octobre 2019 », consulté le 03/02/2026. https://www.republiquetogolaise.com/gouvernance-economique/1410-3659-87-9-des-emplois-au-togo-sont-dans-l-informel-inseed?utm_source

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE, 2024, « Présentation des résultats du dernier Recensement Général de la population et des données sur la pauvreté au Togo », mis en ligne le 14/12/2024, consulté le 03/02/2026.

https://archive.presidence.gouv.tg/2024/12/14/developpement-presentation-des-principaux-resultats-du-rgph-5-et-de-la-ehcvm-2/?utm_source

STOKES Susan Carol, 2005, « Perverse Accountability: A Formal Model of Machine Politics with Evidence from Argentina », *American Political Science Review*, 99(3), p. 315-325.

STOKES Susan Carol, DUNNING Thad, NAZARENO Marcelo, BRUSCO, Valeria, 2013, *Brokers, Voters, and Clientelism*, Cambridge University Press.

THE GLOBAL ÉCONOMIC.COM, 2024, « Indice de démocratie libérale », mis en ligne en 2026, consulté le 04/02/2026.

https://www.theglobaleconomy.com/Togo/liberal_democracy_index/?

TRENDONIFY, 2025, « Taux de chômage annuel au Togo, mis en ligne en 2025 », consulté le 03/02/2026. https://trendonify.com/togo/unemployment-rate-annual?utm_source

UNESCO 2024, « Aperçu du secteur de l'éducation », mis en ligne en janvier 2024, consulté le 04 février 2025 ». <https://www.iicba.unesco.org/en/togo?>

UNESCO 2025, « Education et développement », consulté le 03/02/2026. https://www.unicef.org/togo/education-et-d%C3%A9veloppement?utm_

WORLD BANK, 2025, « School enrollement primary (%) -Togo », mis en ligne le 22 septembre 2025, consulté le 04 /02/2026.

<https://data.worldbank.org/indicator/SE.PRM.ENRR?locations=TG>

WORLD BANK, 2025, « School enrollement secondary, (%) -Togo », mis en ligne le 22 septembre 2025, consulté le 04 /02/2026.

<https://data.worldbank.org/indicator/SE.SEC.ENRR?locations=TG>

WORLD BANK, 2025, « School enrollment, tertiary (%) -Togo », mis en ligne le 22 septembre 2025, consulté le 04 /02/2026.

<https://data.worldbank.org/indicator/SE.TER.ENRR?locations=TG>

WORLDSCORCARD, 2025, « Taux de chômage au Togo », consulté le 28/01/2026. <https://worldscorecard.com/scorecards/togolese-scorecard/unemployment-rate/>.